

<https://www.ecoleemancipee.org/Contribution-de-l-EE-a-l-entree-du-CDFN-Janvier-2014>



Contribution de l'ÉE à l'entrée du CDFN (Janvier 2014)

- FSU - CDFN - CDFN 2013-2014 -



Date de mise en ligne : mercredi 22 janvier 2014

Copyright © L'École Émancipée - Tous droits réservés

Quand les commentateurs parlaient, début janvier, au sujet des vœux de F. Hollande, d'un « tournant social libéral », ils-elles commettaient deux erreurs : la première, c'est qu'il ne s'agit pas d'un tournant, mais bien de la poursuite d'une droite ligne, initiée en 2012, dès son accession au pouvoir, par la ratification du TSCG par le gouvernement ; « choc de compétitivité », réduction des dépenses publiques étaient déjà le credo, qui n'a fait que s'amplifier depuis. La seconde, c'est qu'en poursuivant cette orientation, depuis deux ans, Hollande en a chassé tout aspect « social ».

Mais il a clarifié la situation le 14 janvier, lors de sa conférence de presse : plus de doute aujourd'hui, nous assistons bien à la mise en oeuvre d'une politique libérale assumée, qui n'a rien à envier à celle du gouvernement précédent, celle du choix du capital contre le salariat.

Les vœux de F. Hollande ont donné le ton : à travers le « pacte de responsabilité » qu'il propose aux entreprises (et que plébiscite le Medef), il confirme ses choix antérieurs, énoncés lors des deux dernières conférences sociales : sous couvert d'une prétendue priorité à la compétitivité et réduction du « coût du travail »...

Il entérine donc une politique qui n'a pas fait ses preuves, loin de là, de réduction de cotisations patronales en prévision d'une hypothétique relance de l'emploi.

Quelles garanties pour que ce « deal » ne devienne pas un marché de dupes ? Aucune ! Hollande propose aux entreprises « moins de charges sur le travail, moins de contraintes sur leurs activités », Pierre Gattaz se dit « prêt à jouer le jeu ».

Evidemment, sans contrôle ni contrepartie, la baisse du « coût du travail » est une aubaine pour les patrons qui pourraient bien s'en saisir pour augmenter leurs marges, plutôt que pour créer des emplois. D'ailleurs ils demandent d'ores et déjà une baisse de l'impôt sur les sociétés, en prévision des bénéfices dégagés grâce à ces exonérations...

Deux semaines plus tard, F. Hollande enfonce le clou et va encore plus loin : il annonce lors de sa conférence de presse une politique de l'offre au service du patronat, au détriment du monde du travail, toujours sans aucune garantie exigée.

Pire, il exonère les entreprises des cotisations familiales qui pèseront donc par voie de conséquence sur les ménages. Et pas un mot pour les travailleurs-ses victimes de plans sociaux, pour les privé-es d'emplois de plus en plus nombreux-ses...

Il prétend relancer l'emploi, mais il affaiblit le code du travail, renforce les droits des patrons et restreint toujours plus ceux des travailleurs-ses !

Lire la suite dans le fichier joint.